



Le haut Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, Michelle Bachelet, en séjour de travail au Cameroun, a rencontré ce jour les dirigeants de l'opposition et autres acteurs de la société civile. Kah Walla prenant la parole a été très critique envers le régime en place.

237actu.com vous propose la communication de Kah Walla, Leader du CPP

Madame le haut-commissaire, Nous voulons vous accueillir dans notre beau pays le Cameroun. Ce pays extraordinaire se désintègre sous les yeux du monde en raison d'une gouvernance caractérisée par:

- *Le refus de mettre en œuvre même le plus fondamental des processus démocratiques*
- *La violation continue et systématique des droits de l'homme*
- *L'impossibilité de fournir des services de base qui sont les droits fondamentaux de la population Madame la Haut-commissaire, vous ne connaissez que trop bien les faits et les chiffres.*
- *7 régions sur 10 au Cameroun sont aujourd'hui touchées par un conflit*

- Plus de 700 000 Camerounais sont déplacés à l'intérieur o 170 000 dans l'extrême nord o environ 5 000 personnes dans l'Adamaoua o 530 000 dans le nord-ouest et le sud-ouest
- Plus de 2 000 personnes ont été tuées dans le conflit de Boko Haram et plus de 1850 dans les pays anglophones Crise • Au moins 50 000 réfugiés ont fui le pays
- L'éducation d'environ 2.500.000 enfants a été perturbée depuis trois ans maintenant
- Plus de 1 000 personnes sont actuellement arrêtées illégalement et arbitrairement à cause du Boko Haram conflit et la crise anglophone.

Ces crises se sont aggravées fin 2018 avec une élection simulée qui a permis au président Paul Biya à l'âge de 85 ans et après 36 ans de règne, pour recommencer un mandat de 7 ans.

Tous les observateurs considéré l'élection imparfaite avec de nombreuses irrégularités et fraude. Maurice Kamto, président de le parti et candidat au CRM lors de cette élection présidentielle a contesté les résultats officiels et s'est déclaré gagnant.

Lui et les membres de son parti ont organisé des manifestations non violentes à cet égard. Ils ont été arrêtés illégalement et plus de 100 d'entre eux sont en détention depuis plus de trois mois aujourd'hui. Nous pourrions continuer encore et encore.

Le Cameroun est sans aucun doute dans une crise nationale aiguë sans moyens viables en dehors. Le gouvernement du Cameroun est pleinement responsable de ces crises et de la catastrophe leur gestion, ce qui a entraîné de nouvelles violations des droits de l'homme et une aggravation du conflit. Aujourd'hui, les Camerounais ne font pas confiance à:

- Leur armée - qui a commis de graves atteintes aux droits humains, notamment villages en feu, meurtres extrajudiciaires, brutalités, viols et plus. Les personnes qui étaient censés nous protéger en tant que citoyens ont été chargés de nous violer.
- Leur justice - qui a arrêté des milliers de personnes sans respecter les procédures légales.

Les civils sont jugés par des tribunaux militaires et les peines ne sont pas fondées sur une culpabilité prouvée. Les institutions qui étaient censés assurer la justice dispensent maintenant une injustice à grande échelle.

- Leur système électoral - qui est truqué et frauduleux. Les électeurs ne peuvent pas être convaincus que leur voix compte. Ils ont trop de preuves du contraire.
- Leur présidence - silencieuse, oppressive et incapable de fournir des services de base tels que comme eau potable, électricité, éducation et santé.

La seule préoccupation du président, semble être, rester au pouvoir. Madame le haut-commissaire

, Les tensions au Cameroun aujourd'hui sont sociales, politiques et économiques. Ces tensions

sont si puissantes que le chaos général et / ou une guerre généralisée est aujourd'hui une probabilité élevée. Nous non plus, en tant que Camerounais, ni vous en tant que monde ne pourrez vous cacher derrière l'excuse "nous ne l'avons pas vu venir". Nous l'avons vu à venir. Nous savons exactement ce qui se passera si ces crises ne trouvent pas de solution à l'avenir. semaines. Alors, que pouvons-nous faire en tant que Camerounais et vous, en tant que communauté internationale? Dans l'immédiat, il est essentiel que la communauté internationale:

- Exiger une commission d'information neutre comprenant des membres d'organes internationaux, que les acteurs camerounais de la société civile puissent visiter le Nord-Ouest et le Sud Régions de l'Ouest et d'établir certains faits irréfutables.

- condamner fermement et sans équivoque les violations des droits de l'homme et des principes démocratiques;

- demandez la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées et condamnées illégalement dans le cadre du conflit de Boko Haram, de la crise anglophone et du scrutin électoral du CRM manifestations

- Tenir le régime de Biya responsable devant les réunions internationales. Gouvernement camerounais les représentants doivent être interrogés selon les mécanismes existants sur des cas avérés meurtre, emprisonnement et torture. Cela peut être fait au Conseil de sécurité des Nations Unies ou une autre instance appropriée.

- Déclencher le processus de sanctions individuelles contre les membres du Cameroun gouvernement responsable de la violence et du chaos actuels dans le pays, notamment des voyages interdictions, gel des avoirs, saisie des biens, etc. ou nous, Camerounais, il est clair que le régime de Biya ne peut plus gouverner le Cameroun. Par conséquent, nous exigeons une transition politique. Cela implique:

- Le départ du régime Biya

- Nous, Camerounais, nous nous rassemblons pour exiger il. Nous le ferons par le biais de manifestations de grande envergure et sans violence. Nous nous attendons à ce que le monde nous soutienne comme nous le faisons. • Un dialogue national

- Pour nous réconcilier en tant que peuple et reconstruire notre nation, nous devons discuter de notre héritage colonial: la guerre d'indépendance, la division Nord-Sud et la question anglophone. Nous devons redéfinir la nature de l'État et sa relation avec le citoyen, ainsi que la forme de l'état.

- Éducation à la citoyenneté

- Pour recouvrer notre statut de citoyens dans un État démocratique, nous aurons besoin de organiser des dialogues et des séminaires sur la citoyenneté dans tout le pays. Nous devons réapprendre notre droits et responsabilités au sein de notre pays.

- *Réforme institutionnelle*

- *Pour rétablir l'équilibre entre les trois pouvoirs, nous devons réécrire la constitution et réformer les institutions clés telles que le système électoral.*

- *La tenue d'élections*

- *Sur la base de la nouvelle constitution et du nouveau processus électoral système, il sera possible de tenir, pour la première fois de notre histoire, des élections libres et équitables.*

Madame le haut-commissaire,

Nous avons l'intention de mettre un terme à ces crises et d'y mettre fin, d'éviter une guerre de grande ampleur et de reconquérir notre pays. C'est notre J'espère sincèrement que le monde sera à nos côtés.

Pour le mouvement Debout pour le Cameroun,

Edith Kahbang Walla.
